

(Papier en-tête de la société)

(1).....
.....

/-)

**Monsieur Le Directeur Général de l'Administration
des Douanes et des Impôts Indirects**

Rabat

OBJET : Cautionnement mixte .

REFER : Note n° 13132/322 du 30/06/98 .

Monsieur Le Directeur Général,

Au nom et pour le compte de la Société,
ayant son siège social à.....,
inscrite au registre du commerce de sous le n°
....., dont l'activité est consacrée à la fabrication, dans le cadre des régimes
économiques en douane, de (2)....., destinés à
l'exportation et dont le dédouanement s'effectue, tant à l'importation qu'à l'exportation
par le (les) bureau(x) douanier(s) de
.....
.....

j'ai l'honneur de vous demander, en ma qualité de (3)
..... de (4)
d' accepter le cautionnement mixte des opérations initiées par ladite société dans le
cadre des régimes économiques .

A cet égard, et en ma qualité susvisée, je déclare engager la société à :

- couvrir 20% des droits et taxes par une caution bancaire, ou la consignation
du montant correspondant auprès du receveur du bureau douanier concerné;

- garantir les 80% restant par la société elle-même et sur ses propres biens,
sans exception, limitation ou réserve. Cette garantie couvre le paiement des droits et
taxes ainsi que les intérêts de retard et les pénalités éventuelles ;

- réexporter les marchandises en cause, dans les délais impartis conformément
à la réglementation en vigueur .

(1) Raison sociale de la société .

(2) Articles et produits à décrire .

(3) Indiquer les pouvoirs en y joignant les documents justificatifs .

(4) Indiquer la raison sociale de la société .

Enfin, **je déclare sur l'honneur** que la société a réalisé un chiffre d'affaires à l'exportation d'un montant de (1)
durant l'exercice fiscal dès le

Par ailleurs, je vous signale que notre société a souscrit une police d'assurance d'un montant deDH pour couvrir les sinistres (vol, incendie, explosions etc.) susceptibles de survenir dans son activité. Un avenant de délégation établi au profit de votre administration stipule que toutes les sommes dues pour cause de sinistre, en capital, accessoires et intérêts tant en vertu de ladite police que de tous les avenants d'augmentation qui pourraient intervenir, devront être versées par la compagnie, même hors de la présence et sans le consentement de l'assuré, qui accepte, entre les mains de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects, jusqu'à concurrence du montant des droits et taxes dûs .

Veillez agréer, Monsieur Le Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée .

(Signature légalisée de la personne habilitée à engager la société) .

P.J. : - Statuts de la société ;

- Extrait du registre du commerce (modèle J) ;
- Déclaration sur l'honneur jointe à la liste d'outillage ;
- Procès-verbaux de la dernière assemblée générale et de la réunion du conseil d'administration comportant nomination et pouvoirs du signataire ;
- La liasse fiscale complète du dernier exercice (copie certifiée par les services des impôts) ;
- Copie du contrat de police assurance : vol, incendie, explosion...;
- Avenant de délégation des indemnités d'assurance établi par la compagnie d'assurance au profit de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects .

(1) Montant à indiquer en lettres et en chiffres .